

COMMUNIQUE DE PRESSE

Après des mois d'annonces médiatiques sans aucune discussion avec les organisations syndicales, Stanislas Guérini a dévoilé les grandes lignes du futur projet de loi fonction publique.

Projet de loi inacceptable sur la forme comme sur le fond. Seules cinq réunions, dont celle de lancement, sont prévues en guise de concertation sur le projet de loi. Autant dire, il n'y aura rien à discuter ou presque, tout est quasiment bouclé d'avance. Malgré la demande de l'intersyndicale, le ministre refuse de desserrer le calendrier, annonçant que tout doit être terminé pour juin. Pour Solidaires, tout ceci est inadmissible.

Sur le fond, comme on pouvait s'y attendre, alors que le ministre refuse toujours obstinément de véritables mesures salariales générales d'ampleur pour tous·tes les agent·es publics, les orientations du projet de loi sont de véritables attaques contre les droits des agent·es.

Le ministre souhaite donc accroître la rémunération au mérite, c'est-à-dire des augmentations limitées à quelques un·es dans un contexte d'austérité budgétaire. On fait appel aux agent·es publics pour tout, tout le temps. Ils et elles font tenir les services publics. Et pourtant seul·es quelques un·es auraient le droit de voir leur quotidien amélioré, et ceci au dépens de leurs collègues?

Faciliter l'entrée dans la fonction publique autrement dit moins de concours, supprimer les catégories A, B et C, "insuffisance professionnelle", mobilité forcée... autant de pistes dangereuses qui vont pour Solidaires FP à l'encontre même de ce dont ont besoin les agent·es publics.

L'amélioration de la rémunération des agent·es publics doit se faire via des mesures indiciaires pour toutes et tous. Personne ne doit être laissé sur le côté.

Il y a urgence à améliorer les conditions de travail dans les services, de plus en plus dégradées. Cela passe notamment par des embauches massives de personnels sous statut.

Il y a urgence à débloquer de l'argent pour les services publics qui sont là pour assurer redistribution et réduction des inégalités dans la population et à revenir sur toutes les annonces d'économies et d'austérité faites par le ministre de l'économie.

Solidaires Fonction Publique demande le retrait de ce chantier qui doit aboutir à un projet de loi délétère pour la carrière et les conditions d'exercice des agent·es. Nous nous inscrirons avec force dans les nécessaires mobilisations à venir, dans l'unité et la détermination.

Paris, le 09 avril 2024